

<https://ricochets.cc/EDF-impose-au-Mexique-ses-energies-industrielles-nefastes.html>



EDF impose au Mexique ses énergies industrielles néfastes

- Les Articles -

Date de mise en ligne : lundi 31 janvier 2022

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

EDF, ce n'est pas seulement le lobby du nucléaire, ses usines géantes qui alimentent la société techno-industrielle et perpétuent la technocratie autoritaire centralisée ([dites STOP à la prolongation du réacteur n°1 de Tricastin](#)), c'est aussi des éoliennes industrielles au Mexique qui démolissent les communautés locales :

► [L'énergie verte d'EDF fait du sale au Mexique. Appel à action !](#)

(...) Nous savons qu'il n'y a pas de véritable consultation des peuples. Nous savons que ces dernières ne sont que parties intégrantes des mégaprojets industriels. Nous savons qu'il est illusoire d'appeler au respect du droit international dans ce contexte. Lorsqu'on se concentre sur le droit à la « consultation » ou le recours en justice basé sur la loi sur le devoir de vigilance des multinationales françaises, il manque au tableau le fond du problème : la question du colonialisme énergétique global auquel prend part EDF, et celle de la privatisation que l'entreprise contribue à accélérer en prétendant installer son projet sur des terres communales.

(...)

Alors que l'entreprise et les politiques qui lui sont favorables brandissent l'argument du développement et de l'écologie, de la transition énergétique et autres bonnes intentions, les peuples demandent : énergie pour quoi et pour qui ? Car quelle est la réalité de terrain ? Une multinationale leader sur le marché mondial de l'énergie, qui fait son commerce autant avec du nucléaire qu'avec ce qu'elle appelle du « renouvelable », qui souhaite s'accaparer de nouveaux territoires pour accroître ses profits. L'électricité que produit EDF avec ses trois parcs éoliens déjà existants dans l'isthme ne bénéficie pas aux populations et est notamment distribuée à d'autres multinationales comme le géant des chaînes industrielles de supermarché Walmart. Une multinationale qui vient piller les ressources de communautés et démanteler ses formes de vie et d'organisation politiques traditionnelles - assembléistes, non capitalistes, et qui ont depuis tout temps su prendre soin de leur environnement-, en osant expliquer à ces dernières que c'est pour leur bien, pour « sauver la planète » et qu'il faut participer « à l'effort collectif » contre le changement climatique, alors même que ces communautés sont celles qui y ont le moins contribué. Le cynisme d'un système à son paroxysme.

Nous dénonçons les procédés de l'entreprise EDF au Mexique et demandons l'abandon total du projet Gunaa Sicaru.

Nous appelons les différentes personnes, collectifs, associations, journalistes, étudiant.es, syndicats que nous avons rencontrés en septembre dernier lors de la tournée en France « des luttes dignes contre le colonialisme énergétique » accompagnée de trois camarades de la région, à faire preuve de solidarité en diffusant ce communiqué, en dénonçant les agissements d'EDF, et en envoyant des messages de soutien aux habitant.es de l'isthme de Tehuantepec sous la forme qui leur conviendra.

Vous pouvez nous écrire, et nous leur transmettrons !

(...)

Le collectif STOP EDF MEXIQUE

Contact : stopedfmexique@riseup.net

Facebook : Stop EDF Mexique



EDF impose au Mexique ses énergies industrielles néfastes

Post-scriptum :

► *voir aussi :*

EDF impose au Mexique ses énergies industrielles néfastes

- [Le sale business des éoliennes d'EDF au Mexique](#) - L'isthme mexicain de Tehuantepec est un eldorado pour les compagnies éoliennes, qui y multiplient les projets au mépris des populations autochtones. EDF, comme l'explique l'auteur de cette tribune, se distingue par son mégaprojet Gunaa Sicarú, d'une puissance de 252 mégawatts et d'une superficie de 4.400 hectares.
- [Mexique : L'éolien industriel d'EDF au mépris des peuples](#) - Dans l'Isthme de Tehuantepec (État d'Oaxaca) la communauté indigène zapotèque d'Unión Hidalgo combat un projet éolien d'EDF et a lancé une action en justice en France contre l'entreprise.